

Initiatives ministérielles

Quelle meilleure preuve que l'économie canadienne pouvons-nous avoir aujourd'hui? Les niveaux alarmants des taux d'intérêt font des ravages parmi les petites et moyennes entreprises. Le dollar surévalué nuit à nos exportations. Le taux d'inflation grimpe en flèche, et le taux de chômage est élevé dans les régions les plus pauvres du pays.

On voit le gouvernement oublier le programme promis par le premier ministre pour tenter d'appliquer la TPS, la taxe sur les produits et services.

Les dernières élections ont eu lieu il y a deux ans, et le gouvernement a été au pouvoir quatre ans avant cela. Il y a beaucoup à dire sur cette période de six ans. L'unité canadienne est par ailleurs sérieusement menacée. Il y a des raisons à cela, des raisons claires et non équivoques, car le premier ministre a, à la manière macho qu'on lui connaît, mené les Canadiens au bord de la catastrophe. Je pense au débat sur le libre-échange où on nous a dit une chose alors que c'est l'inverse qui se produit. Nous pouvions nous en douter lorsque nous avons vu la grande entreprise, en collaboration avec le gouvernement, acheter les élections de 1988. On en a des preuves.

Puis il y a eu le lac Meech, mais je ne parle pas de la substance de l'accord, je parle du processus. Les Canadiens ont été tellement écoeurés quand le premier ministre a dit qu'il s'était joué de ses partenaires, qu'ils en ressentent toujours le contrecoup.

Une voix: Nous en sommes les perdants.

M. Dingwall: Et la situation d'Oka, où le premier ministre n'est jamais intervenu, parce que peu lui en importait, et a envoyé l'armée sans débat à la Chambre des communes?

Naturellement, un autre exemple frais à l'esprit de beaucoup d'entre nous est la situation dans le golfe Persique. Le 11 novembre, j'étais dans une des Légions de ma circonscription. L'orateur était un homme qui a perdu deux frères pendant la Seconde Guerre mondiale et un autre pendant la guerre de Corée. Il disait: «Je n'étais qu'un enfant lorsque cela s'est produit et je ne pouvais pas comprendre l'angoisse de mes parents. Mais depuis le mois d'août, je sais ce que c'est, car mon fils aîné est maintenant dans le golfe Persique.» Le premier ministre et sa majorité conservatrice nous ont refusé un débat sur cette décision à la Chambre des communes.

Des voix: Honteux!

M. Dingwall: Le Parlement n'a pas été rappelé. Si ce ne sont pas des tactiques machistes à la Rambo de la part des conservateurs, je ne sais pas ce que c'est. Je regrette de devoir dire que les réponses aux questions d'unité, et je suis sincère, ne se trouvent pas dans la nomination d'un bureaucrate affairé et excentrique et de son groupe de consultation des citoyens. Ça ne donnera rien. Certains faits indéniables amèneraient n'importe quel individu raisonnable à tirer la même conclusion que moi.

Lorsque les historiens se pencheront sur la toute dernière partie de ce siècle, dont Laurier disait qu'il appartiendrait au Canada, ils seront probablement frappés par la gravité des dommages faits au tissu social et aux institutions politiques du pays par ce gouvernement.

Le premier ministre a trahi la confiance du peuple canadien, et les Canadiens ont perdu l'espoir et la confiance. Nous sommes devant un gouvernement qui a camouflé la vérité au sujet de l'incidence du libre-échange, ainsi qu'en matière de trains, de taxes, d'allocations familiales et de pensions de vieillesse. C'est un gouvernement qui a joué le tout pour le tout sur un coup de dé, qui a imprudemment joué l'avenir politique du pays.

Mon chef, l'honorable Jean Chrétien, et le Parti libéral sont déterminés à établir un meilleur gouvernement, qui favoriserait la justice, l'équité et la compassion au sein du pays.

Des voix: Oh, oh!

M. Dingwall: Nous avons notamment pour objectif de briser la barrière que représente la pauvreté pour un million de familles canadiennes, d'instaurer un réseau de garderies décent, d'assurer à tous les jeunes Canadiens une formation professionnelle adéquate, d'élaborer une politique d'immigration plus juste, de garantir à nos agriculteurs et à nos pêcheurs qu'ils pourront rester en affaires, de construire de nouvelles habitations pour les familles à faible ou moyen revenu, de transformer nos industries afin de les rendre concurrentielles en cette nouvelle ère technologique, de garantir à nos citoyens âgés de plus en plus nombreux qu'ils pourront continuer à vivre décemment et en santé et de préserver l'unité du Canada et des Canadiens.

Le ministre des Pêches et des Océans a dit que les Canadiens ne sont pas stupides. Je suis d'accord avec cela. Les Canadiens ne sont pas stupides, et c'est pourquoi, aujourd'hui, le gouvernement se trouve selon les sondages à 15 p. 100 de la faveur populaire dans certaines régions du pays, tandis qu'ailleurs, sa popularité est encore plus faible, parce que, comme il le sait bien, en matière